

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

S-4687



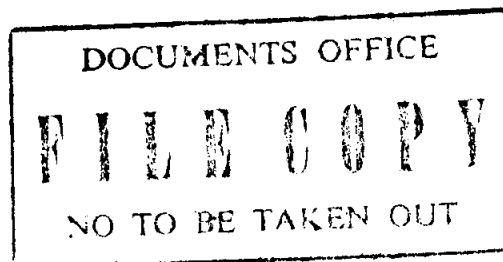
Distr.
GENERALE

E/CN.14/454
27 août 1969

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE



RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL D'INSTRUCTEURS

EN SERVICE SOCIAL

(Addis-Abéba, 27 mars - 2 avril 1969)

(Organisé conjointement par l'Association internationale des écoles de
service social, la Commission économique pour l'Afrique, le FISE et
l'Université Haile Selassié Ier)

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE	Paragraphes
I. ORGANISATION, BUTS ET PARTICIPANTS - - - - -	1 - 6
II. BESOINS ET PROBLEMES PRIORITAIRES DE L'ENSEIGNEMENT DU SERVICE SOCIAL EN AFRIQUE - - - - -	7 - 32
Rapport entre la formation, les besoins essentiels de la collectivité et les projections de la main-d'oeuvre	8 - 10
Problèmes de recrutement - - - - -	11 - 16
Programme d'études, service social et autres disci- plines, méthodes d'enseignement, dont travail sur le terrain et supervision - - - - -	17 - 24
Niveaux de formation, valeur des étudiants et méthodes de recrutement - - - - -	25 - 26
Recommandations de la Conférence des ministres res- ponsables de la protection sociale, organisée par les Nations Unies, et leurs répercussions en Afrique - -	27
Recommandations relatives aux besoins prioritaires et aux problèmes de formation au service social en Afrique	28 - 32
III. MATERIEL D'ENSEIGNEMENT - - - - -	33 - 42
Recommandations sur le matériel d'enseignement - -	42
IV. COOPERATION INTERNATIONALE EN MATIERE DE FORMATION AU SERVICE SOCIAL - - - - -	43 - 53
Recommandations sur la coopération internationale en matière de formation au service social - - - -	53
V. ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT DU SERVICE SOCIAL EN AFRIQUE - - - - -	54 - 64
Election du Comité de travail provisoire - - - -	59
Election de Président du Comité provisoire - - - -	60 - 61
Mandat du Comité provisoire - - - - -	62
Financement du Comité - - - - -	63 - 64

TABLE DES MATIERES (suite)

ANNEXES

- I. Liste des participants
- II. Programme de travail
- III. Liste des documents
- IV. Discours d'ouverture de :
 - a) Ato Aklilou Habté, Président de l'Université Haïle Selassié Ier
 - b) Dame Eileen Younghusband, Présidente Honoraire de l'Association internationale des écoles de service social
 - c) M. Prosper Rajaobelina, Secrétaire exécutif adjoint de la CEA
- V. Résumé des conclusions et recommandations de deux cycles d'études et de formation à la protection sociale et au développement communautaire et d'une mission d'études dans le même domaine

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION, BUTS ET PARTICIPANTS

1. Le Groupe de travail d'instructeurs en service social en Afrique, qui s'est réuni au Siège de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à Addis-Abéba (Ethiopie) du 27 mars au 2 avril 1969, a été organisé conjointement par l'Association internationale des écoles de service social, la CEA, le FISE et l'Université Haïlé Selassié Ier.
2. Cette réunion était une étape importante dans une série de réunions convoquées par la Commission économique pour l'Afrique à l'intention des instructeurs en service social du continent. Elle traduisait l'intérêt actif que porte l'Association internationale des écoles de service social au développement de l'enseignement dans ce domaine en Afrique. Il s'agissait aussi d'une réunion convoquée à la suite d'une première réunion du même genre tenue à Lusaka en 1963 et d'une deuxième à Alexandrie en 1965. On prévoit d'en organiser une quatrième en 1970. Ces réunions répondent aux vœux expressément formulés par les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique.
3. Le but était de réunir des instructeurs en service social pour étudier la situation actuelle de l'enseignement au service social en Afrique, d'échanger des vues, des connaissances et des données d'expérience dans ce domaine. La réunion visait tout particulièrement à encourager une coopération plus étroite parmi les écoles africaines de service social, ainsi qu'entre elles et l'AIESS et la Commission économique pour l'Afrique. Enfin, elle visait également à aider la CEA à préparer la conférence envisagée en 1970 sur l'enseignement au service social en Afrique.
4. Les participants constituaient un groupe d'experts originaires de 11 écoles africaines de service social, de représentants de l'AIESS, de la CEA et du FISE. On en trouvera la liste à l'annexe I.
5. M. J. Riby-Williams, Directeur de la Division du développement des ressources humaines (CEA) a pris la présidence au cours de la séance d'ouverture. H. Aklilou Habte, Président de l'Université Haïlé Selassié Ier (Ethiopie)

a déclaré la réunion ouverte et a fait un discours inaugural. Dame Eilen Younghusband, Présidente de l'AISS a également pris la parole lors de la séance d'ouverture et L. Prosper Rajaobelina, Secrétaire exécutif adjoint de la CEA s'est adressé aux participants au nom du Secrétaire exécutif. Les discours d'ouverture sont reproduits à l'annexe IV.

6. Le Bureau a été élu à l'unanimité lors de la première séance :

Mlle Ruth Imru (Ethiopie)

Président

M. Sidney Matchiqui (Zambie)

Vice-Président

Miss Violaine Junod (Ouganda)

Rapporteur

CHAPITRE II

BESOINS ET PROBLEMES PRIORITAIRES DE L'ENSEIGNEMENT DU SERVICE
SOCIAL EN AFRIQUE

7. Pour la présentation des résultats des débats, il a été décidé de subdiviser ce point de l'ordre du jour en groupes de questions connexes, ce qui ne veut pas dire qu'il s'agisse de catégories de problèmes distinctes, car leur interdépendance et leurs rapports sont multiples. Cette solution a été adoptée d'une part pour suivre le déroulement des débats, et d'autre part pour mettre en évidence les principaux sujets de préoccupation et problèmes.

Rapport entre la formation, les besoins essentiels de la collectivité
et les projections de la main-d'œuvre

8. Le conflit apparent entre les politiques des gouvernements et celles des établissements de formation, constitue ici le principal problème, aggravé par le fait que la protection sociale et les besoins en personnel de service social ne figurent généralement pas haut dans l'ordre d'urgence établi lors de la planification. Les fins poursuivies, a-t-on estimé, sont les mêmes, mais on applique des méthodes différentes pour les atteindre. Les gouvernements qui désirent aller vite tendent à appliquer une méthode directe et cherchent les résultats rapides et tangibles; en revanche, les établissements de formation préfèrent une méthode plus réaliste et se préoccupent de répondre aux besoins de la population et de modifier la mentalité et le système de valeurs, processus beaucoup plus lent.

9. Selon les participants, de nombreuses raisons expliquent le peu de cas qui est fait du travail social dans la planification nationale, en particulier : le service social semble ne pas répondre à ce que les planificateurs considèrent comme des besoins prioritaires (par exemple, se loger, se nourrir); les agents sociaux ne s'affirment pas assez et ne réussissent pas à faire entendre leur voix aux échelons supérieurs; l'augmentation de la compétence parmi le personnel des services préventifs, éducatifs et sélectifs, ainsi que dans les programmes est lente; enfin, les travailleurs sociaux manifestent une certaine passivité et une attitude conservatrice.

10. Au cours des débats, l'accord s'est fait sur la nécessité d'une action sociale plus efficace et de types de formation plus positifs, tournés davantage vers la planification sociale et des tâches précises. Les agents de la protection sociale ne doivent jamais oublier qu'en dernier ressort, ils travaillent pour le peuple et, dans leur participation à l'action et au développement sociaux, ils ne doivent jamais négliger les besoins de l'individu qui, pour subir sans dommage les tensions et contraintes de la vie dans une société en évolution rapide, doit être aidé par des spécialistes.

Problèmes de recrutement

11. Tous les pays représentés souffrent manifestement d'une très grave pénurie d'instructeurs en service social qualifiés pour assurer une formation théorique et pratique. Dans certains pays, cette situation a empiré avec le départ du personnel étranger, en particulier au niveau de l'encadrement, avant que des cadres supérieurs africains aient pu être formés.

12. On a fait remarquer que la formation des homologues était, en quelque sorte, une association entre des ressortissants du pays et les spécialistes qui peuvent se classer en trois catégories :

- a) Ceux qui sont recrutés pour une durée limitée au titre de telle ou telle forme de contrat international
- b) Des étrangers qui ont vécu et travaillé pendant très longtemps dans un pays.
- c) Ceux qui, pour d'autres raisons, vivent dans un pays et dont le conjoint, spécialiste en service social ou en sciences sociales, peut aider les écoles de service social et remplir le rôle d'instructeur.

13. Les participants ont émis quelques réserves à propos de la deuxième catégorie car, pour bien des raisons, les dispositions prises pour la formation des homologues n'ont pas toujours été bien respectées.

14. De l'avis des participants, il faut se préoccuper davantage de la formation des instructeurs et l'organiser avec les ressources locales et extérieures disponibles. Ils ont estimé :

- a) Que les diplômés qui s'intéressent au service social aient au moins un an d'expérience pratique avant de recevoir la formation spécialisée nécessaire qui pourrait se faire dans le cadre d'un système national ou international de bourses.
- b) Que les instructeurs devaient avoir des qualifications différentes selon le niveau de la formation et que l'on exige d'autant plus de titres que le niveau de la formation est élevé.
- c) Que tous les enseignants, quel que soit leur niveau, devraient posséder les qualités suivantes :
 - De bonnes bases en sciences sociales;
 - Des connaissances spécialisées acquises dans les écoles de service social, et grâce à une expérience fructueuse et variée sur le terrain;
 - Aptitude à l'enseignement.

15. On a reconnu que la plupart des pays ne pourraient pas fournir le personnel requis pour les programmes de formation des instructeurs et on a recommandé de confier à l'Association des écoles de service social la tâche d'organiser des centres régionaux ou sous-régionaux de formation où les pays enverraient certains candidats prometteurs et dont s'occuperaient, sur invitation, les spécialistes de l'ONU, de la CEA, de l'AISS.

16. On a commenté les débats qui ont eu lieu au sujet du recrutement, lors de réunions régionales antérieures et on s'est demandé si les recommandations qui y avaient été adoptées avaient été mises en oeuvre. Les exposés présentés par les participants sur les programmes de formation de leur pays ont montré que des améliorations et des changements importants s'étaient produits. Dans sept écoles de cinq pays, aujourd'hui, la formation sanctionnée par un diplôme est assurée par un personnel extrêmement compétent; à tous les niveaux, les conditions d'admission, sur le plan des titres exigés, sont plus rigoureuses; les programmes de formation ont été évalués et les cours révisés pour les orienter vers l'action préventive et le développement.

Programme d'études, service social et autres disciplines, méthodes d'enseignement, dont travail sur le terrain et supervision.

17. Des détails sur ces questions figurent dans les exposés par pays qui ont été présentés lors de la réunion. Ces exposés sont reproduits et publiés à part. Les paragraphes ci-après ne visent pas à donner une description détaillée des programmes, mais à mettre en lumière les principaux sujets d'intérêt et de préoccupation lors de la réunion.

18. On a constaté que, dans les pays francophones et anglophones, les écoles de service social accordaient une place très différente aux différentes disciplines. Ainsi dans les pays francophones, les écoles se préoccupent surtout de disciplines médicales tandis que dans les pays anglophones, les écoles de service social sont beaucoup plus axées sur les sciences sociales. On n'a pas discuté la question de savoir comment aborder cette grande divergence d'optique et le problème de l'importance des autres disciplines. On a néanmoins fait remarquer que, dans deux écoles francophones on avait essayé, lors de la révision des programmes, de s'écarter de la médecine pour insister sur les aspects sociaux de la santé et de la maladie.

19. On s'est demandé si le service social en Afrique exigeait une formation différente pour les divers aspects et méthodes de l'enseignement qui est donné dans d'autres parties du monde. On a pensé qu'il pourrait être utile de convoquer une réunion d'instructeurs en sciences sociales, de sociologues et de psychologues venant de l'Amérique et de pays européens et africains qui étudieraient les données universelles de l'expérience humaine et les divers moyens à appliquer pour répondre aux besoins de l'homme, selon sa culture et l'organisation de la société dans laquelle il vit. Ces données peuvent exiger, selon le cas, une structure différente de la formation. On a insisté, pour la préparation d'une telle réunion, sur la nécessité de faire des recherches en Afrique.

20. Si l'on considère en détail leurs programmes, on constate que maintes écoles tendent à y inclure des matières telles que : planification et politique sociales, recherche et statistiques sociales, administration publique et théorie de l'organisation, sociologie rurale, administration sociale et financière.

collectivité et santé mentale. Cette évolution vient de ce que les écoles se préoccupent de former des agents plus compétents du service social, capables d'avoir une influence sur la politique sociale, d'introduire et de favoriser les changements et de participer personnellement à l'action sociale.

21. Les principaux aspects du programme de formation de toute école de service social sont les méthodes, les cours et la pratique sur le terrain. On a longuement discuté l'interdépendance des méthodes et des efforts que font les écoles pour mettre au point des stages intégrés, qui permettraient de former des agents polyvalents, capables de faire face à n'importe quelle situation. Dans certains pays, le fossé entre développement communautaire et service social - cas individuels et travail de groupe - est évident. A cet égard, on a donné des exemples montrant comment on pouvait combler ce fossé grâce à des stages de planification incorporant un élément générique principal et des aspects particuliers ou encore grâce à des cours ou cycles d'études intégrés, à divers stades du programme, qui comprendraient des méthodes de travail social dans des centres de formation spécialisés en développement communautaire.

22. Pour les méthodes d'enseignement, le principal sujet de discussion a été le suivant : comment initier les étudiants aux méthodes de travail social ? Est-il plus fructueux, par exemple, de leur faire connaître immédiatement les différentes méthodes, ou vaut-il mieux qu'ils étudient les domaines ou la gamme des problèmes auxquels le service social s'intéresse ? Cette question de l'enseignement a été simplement posée, non résolue, mais on a signalé que plusieurs écoles commençaient à donner d'abord aux étudiants une orientation concernant les problèmes sociaux.

23. L'aspect pratique de la formation présente des difficultés pour toutes les écoles. On manque notamment de services appropriés pour cette formation pratique, de cadres qualifiés pour la superviser, et l'appui des étudiants est difficile à obtenir car il n'y a ni rémunération ni facilités de logement pour eux pendant ces stages sur le terrain. Certaines écoles ont essayé de remédier à la situation, en organisant des stages pour les cadres

de supervision vivant près des écoles ainsi que des groupes régionaux de formation à leur intention. Certaines écoles rédigent également des manuels d'instructeurs pour préparer des agents de la protection sociale aux fonctions de supervision sur le terrain.

24. A propos de la pénurie de personnel et de la nécessité d'encourager la participation des citoyens, on a insisté sur la question de former des agents bénévoles.

Niveaux de formation, valeur des étudiants et méthodes de recrutement

25. Les principaux points dégagés de ces exposés ont été les suivants :

- a) Dans toute l'Afrique, il semble qu'on puisse distinguer trois grands niveaux de formation : formation élémentaire ou au niveau du village, formation intermédiaire ou moyenne, formation supérieure, y compris l'enseignement post-universitaire dans deux pays.
- b) Les conditions de recrutement des candidats à tous les niveaux font l'objet d'une réévaluation, et l'on constate une nette tendance à relever le niveau du bagage exigé au départ. Lors de la Réunion de Lusaka, par exemple, on estimait qu'il suffisait de dix ans de scolarité pour accéder à l'enseignement supérieur : dans leurs exposés, les participants ont montré que cette période de scolarité était maintenant onze ans ou plus.

26. Outre les titres exigés, toutes les écoles semblent soumettre les candidats à une entrevue personnelle avant l'admission et aussi, dans certains cas, à un examen écrit.

Recommandations de la Conférence des ministres responsables de la protection sociale, organisée par les Nations Unies, et leurs répercussions en Afrique.

27. Mlle Aïda Gindy a présenté la question en résumant, à l'intention des participants, les principales conclusions adoptées à la Conférence sur la main-d'oeuvre et la formation. On a insisté sur les nécessités suivantes :

- a) Evaluer périodiquement, au niveau national, les besoins en personnel de protection sociale;
- b) Tenir compte de ces besoins dans les plans nationaux de protection de la main-d'oeuvre au niveau où intervient le financement

- c) Etablir l'importance des effectifs du personnel de protection sociale en fonction de l'expansion de cette profession, et des besoins nationaux en planificateurs, administrateurs, instructeurs, spécialistes, superviseurs, cadres moyens, agents auxiliaires et bénévoles.
- d) Assurer une formation générale et introduire des innovations dans les programmes de formation.
- e) Former à la recherche et aux statistiques en rapprochant les écoles de service social des universités et des conseils de la recherche.
- f) Enseigner les sciences sociales, en orientant cet enseignement de manière à répondre aux besoins spéciaux des agents du service social.
- g) Insister, lors de la formation, sur le milieu rural.
- h) Former des instructeurs nationaux et, à cette fin, encourager dans la région, les échanges entre pays.
- i) Octroyer des bourses sur une base de réciprocité entre les écoles.
- j) Former des agents polyvalents pour le travail sur le terrain.
- k) Maintenir les normes à appliquer à la formation pratique et aux méthodes d'enseignement.
- l) Maintenir une coopération entre disciplines dans la formation et en particulier dans celle du personnel auxiliaire.
- m) Elaborer du matériel pédagogique local.

La plupart de ces questions ont été évoquées au cours des débats du Groupe de travail, plus spécialement les points a), b), c), d), e) et h).

Recommandations relatives aux besoins prioritaires et aux problèmes de formation au service social en Afrique

Section I - Rôle du service social dans le développement national

23. Les participants conscients de ce que les agents du service social ont un rôle important à jouer dans le développement économique et social.

grâce aux programmes de développement au niveau de la collectivité et du groupe, en aidant les individus à devenir de bons citoyens et en participant aux programmes d'action et de réformes sociales, ont recommandé :

- a) que les agents du service social participent au plus haut niveau à l'élaboration de la politique et à la planification, avec leurs collègues d'autres disciplines
- b) que les agents du service social s'occupent activement de réformes sociales et d'élaboration de la politique sociale par l'intermédiaire d'associations nationales professionnelles d'agents du service social, ou d'autres moyens à leur disposition
- c) que les écoles de service social insistent sur le développement communautaire et les méthodes du travail de groupe sans toutefois négliger les besoins individuels auxquels ces programmes ne peuvent répondre
- d) qu'une association pour l'enseignement du service social soit créée en Afrique afin de permettre aux diverses écoles de contribuer davantage au développement de leur pays.

Section II - Programmes

29. Se rendant compte de la nécessité de réorienter les programmes de service social pour répondre aux besoins de l'Afrique, les participants ont recommandé :

- a) que les écoles de service social révisent leurs programmes de manière à inclure des matières telles que planification sociale, recherche et statistiques sociales, politique et administration sociales de manière à insister sur les aspects prévention et développement;
- b) que l'AIESS soit invitée à convoquer en Afrique un cycle d'études de sociologues, psychologues et instructeurs en service social, de formation différente, afin d'examiner les résultats des recherches et de combler les lacunes dans ce qu'on sait être de caractère universel et être déterminé par l'expérience humaine. Il s'agirait de définir les différentes méthodes à utiliser pour répondre à toute une gamme de besoins résultant de contextes culturels et sociaux différents et dont la satisfaction exige des méthodes de formation différentes

- c) étant donné l'importance de l'aspect du développement dans les programmes de protection sociale africains, que la formation complète au service social comprenne, sur le plan de la méthodologie, la formation au développement communautaire et à l'organisation.

Section III - Instructeurs en service social

30. Conscients de la nécessité d'avoir des instructeurs en service social qualifiés, les participants ont vivement appuyé les recommandations suivantes du Cycle d'études sur la formation au service social, tenu à Alexandrie en 1965 :

"Que les écoles de service social aient pour objectif à long terme, compte tenu des effectifs prévus de personnel, de recruter un personnel répondant aux conditions minimales ci-dessous énumérées :

- a) ceux qui forment des instructeurs en service social doivent être titulaires d'un Master's degree, ou d'un diplôme équivalent décerné par une université ou un institut supérieur de service social;
- b) ceux qui forment des assistants sociaux doivent être titulaires d'un diplôme ou d'un titre décerné par un collège universitaire ou un institut de service social et posséder par conséquent au moins le diplôme auquel conduit l'enseignement qu'ils dispensent;
- c) ceux qui forment le personnel auxiliaire doivent avoir une grande expérience du travail à pied d'oeuvre ainsi que les diplômes requis;
- d) tous les instructeurs en service social doivent être formés aux méthodes d'enseignement, posséder une solide expérience du service social et avoir derrière eux une carrière bien remplie comme (enseignants)... ils doivent participer activement aux services de protection sociale de la communauté locale, dans la mesure où leurs obligations pédagogiques et administratives le permettent;

- e) qu'en vue de faire face à la pénurie de conseillers en formation pratique, une ou deux écoles de la sous-région organisent en accord avec la Commission économique pour l'Afrique, des cycles de formation sur ce sujet, à l'intention d'un personnel choisi appartenant à la sous-région. Ces cycles de formation pourraient être associés à un projet pilote concernant des conseils de formation pratique, projet au terme duquel le processus d'acquisition de connaissances et l'évaluation de ces connaissances font l'objet d'études individuelles consignées intégralement par écrit.

31. Les participants ont en outre recommandé :

- a) qu'on organise une planification systématique pour assurer un complément de formation à des diplômés compétents citoyens du pays intéressé, ce qui serait le meilleur moyen d'obtenir, après un certain temps, des enseignants qualifiés pour les écoles de service social;
- b) dans les programmes relatifs aux homologues, que l'on s'efforce au maximum de définir d'une manière réaliste les devoirs des experts et la durée de leur aide afin qu'au moment du départ desdits experts un arrangement satisfaisant puisse être conclu entre eux et le gouvernement pour garantir la continuité;
- c) que soient organisés des cycles d'études régionaux ou sous-régionaux ou des groupes de travail pour la formation de certains candidats nationaux aux techniques de la supervision et que l'on cherche pour ces réunions une aide financière auprès d'organisations telles que la CEA, le FISE, l'AISS, des fondations, etc.
- d) que la CEA continue d'exécuter son programme de création de centres sous-régionaux de formation de niveau supérieur à l'intention d'instructeurs du service social, compte dûment tenu des besoins des pays africains francophones.

Section IV - Besoins de personnel pour la protection sociale

32. Les participants, approuvant les recommandations de la Conférence des ministres responsables de la protection sociale organisée par les Nations Unies, sur les besoins en personnel pour la protection sociale, ont recommandé :

- a) que chaque pays devrait tendre à utiliser les moyens de formation de niveau supérieur pour les agents de la protection sociale et, au cas où de tels moyens n'existent pas, envisager d'utiliser les écoles d'autres pays africains avant de songer à la formation outre-mer;
- b) que le recrutement de personnel social qualifié à tous les niveaux devienne une préoccupation majeure des gouvernements (compte dûment tenu du recrutement nécessaire et des conditions de travail appropriées) et que l'existence d'un tel personnel soit considérée comme essentielle à une planification et une exécution efficaces des programmes sociaux, dont l'objectif devrait être une utilisation plus poussée des ressources humaines en vue du développement national;
- c) que les gouvernements évaluent les besoins particuliers du personnel de protection sociale dans leur pays, en fonction des besoins courants et futurs et dans le contexte d'une planification globale de la main-d'oeuvre en vue des services essentiels. Il conviendrait tout spécialement d'assurer une répartition équilibrée de la main-d'oeuvre entre les zones rurales et urbaines;
- d) qu'on se préoccupe en particulier de recruter les cadres compétents nécessaires pour adapter la planification et la mise en oeuvre au niveau de développement social atteint par le pays; en raison des difficultés rencontrées par les pays en voie de développement pour satisfaire les besoins immédiats en personnel, qu'on envisage comme un domaine hautement prioritaire de coopération internationale, une assistance pour la formation de nationaux aux fonctions de cadres sociaux notamment pour les aspects de planification, élaboration de la politique et administration;

- e) qu'on se préoccupe, afin de modeler la formation au service social aux conditions locales, non seulement de former des enseignants nationaux, mais aussi d'établir du matériel d'enseignement, en se fondant sur les expériences du pays. Les facultés et les organismes de recherche devraient être encouragés à contribuer à la rédaction des cours en service social;
- f) que les programmes de formation, à tous les niveaux des services sociaux, soient conçus de telle sorte que le personnel puisse être utilisé pour une grande variété de tâches et travailler en équipe avec des membres d'autres professions;
- g) que les normes d'enseignement des écoles de service social ou d'autres établissements soient révisées lors d'une évaluation périodique de toute la formation, et que l'on encourage de nouvelles expériences et des innovations;
- h) que l'on favorise une coopération régionale parmi les établissements de formation au service social;
- i) que l'on maintienne les normes en vigueur et les méthodes d'enseignement du service social sous les auspices de l'association proposée pour l'enseignement du service social en Afrique, et grâce à l'aide de l'Association internationale des écoles de service social.

CHAPITRE III

MATÉRIEL D'ENSEIGNEMENT

33. M. Shawky a ouvert les débats sur le matériel d'enseignement par un exposé en quatre grands points :

- a) Définition de ce qu'est le matériel pédagogique dans la formation au service social;
- b) Situation de l'Afrique en ce qui concerne l'existence ou l'absence de livres, dossiers de cas individuels, manuels locaux et documents des Nations Unies;
- c) Nécessité d'établir du matériel pédagogique local;
- d) Nécessité de stimuler la production de matériel pédagogique, à l'échelon national et régional.

34. Il a été fait allusion également au Rapport du Groupe de travail de la CEAEO sur la production de matériel pédagogique pour la formation au service social, qui s'est tenu à Bangkok, et en particulier aux recommandations contenues dans ce Rapport^{1/}.

35. Les débats ont porté essentiellement sur les quatre points ci-dessus, mais aussi sur un autre aspect important du matériel pédagogique, à savoir les auxiliaires audio-visuels tels que films et films fixes.

36. Parmi les sources de matériel pédagogique utile, on a cité :

- i) Les documents des Nations Unies, en particulier ceux qui concernent la formation au service social;
- ii) Certains ouvrages publiés en RAU;
- iii) La documentation du Centre international de l'enfance à Paris;
- iv) Les documents d'anthropologie, rédigés par certains membres de centres d'études africaines aux États-Unis et ailleurs, ainsi que les romans sur la vie africaine;

^{1/} Rapport du Groupe de travail sur la production de matériel pédagogique local pour la formation au service social, Bangkok, 1964, pp 94-96.

- v) Les bibliographies constamment tenues à jour, de l'Ecole de service social de Tunisie que d'autres écoles africaines francophones peuvent se procurer et qui conviennent en particulier à la formation intermédiaire;
- vi) Des ouvrages publiés aux Etats-Unis, Royaume-Uni, Inde, Italie et Australie, qui dans certains cas, ont été traduits (comme par exemple le livre de Wilson et Rylands sur le travail social de groupe traduit en grec et auxquels on ajouterait des études locales de cas individuels;
- vii) Enfin, la Division du film de l'Organisation des Nations Unies à Genève.

37. Les participants ont noté que le nombre d'ouvrages publiés en Afrique, notamment en Zambie, Ouganda et RAU était encourageant. Des exemplaires de ces publications ont été distribués à la réunion.

38. Les deux problèmes que les écoles de service social rencontrent le plus fréquemment pour la publication de matériel pédagogique sont les suivants :

- a) Les enseignants ont un emploi du temps si chargé qu'il leur est impossible de mettre au point, d'analyser et de commenter les nombreuses études de cas individuels rédigées par les étudiants au cours de leur stage pratique;
- b) Il est difficile de trouver des maisons d'édition qui se chargent de la publication, et d'assurer le financement de celle-ci.

Trois écoles ont signalé qu'elles préparaient les publications suivantes :

- i) Zambie : Version révisée du Manuel de supervision;
- ii) Ethiopie : Manuscrits sur des cas d'espèce, rédigés en double, d'une part à l'intention des étudiants (énumération des cas) et d'autre part pour les enseignants (énumération des cas, avec observations à discuter avec les étudiants);

- iii) Ouganda : (Makindye) : manuel de supervision sur les trois méthodes utilisées, à l'intention des superviseurs d'étudiants, de stagiaires et de personnel auxiliaire.

39. De l'avis des participants, il faut distinguer entre la production de matériel pédagogique destiné aux enseignants et le matériel destiné aux élèves, et tenir compte également du niveau de formation.

40. On a beaucoup insisté sur la nécessité d'élaborer du matériel local. En effet, bien souvent, les livres étrangers laissent les étudiants indifférents ou ne leur permettent pas de comprendre les questions évoquées; en revanche, une documentation locale leur donne un sentiment de satisfaction et d'intérêt personnel pour les problèmes examinés.

41. Dans la production d'auxiliaires audio-visuels locaux, les pays sont aux prises avec les difficultés suivantes : insuffisance des fonds, manque d'équipement approprié et de techniciens qualifiés, dans le cas des films et films fixes, par exemple. On a constaté que le matériel fourni par des organisations comme le FISE, était souvent d'une marque que des spécialistes locaux ne pouvaient réparer et pour laquelle on ne pouvait trouver de pièces de rechange. Il importe, selon les participants, d'obtenir un plus grand nombre d'auxiliaires audio-visuels, ainsi que des films et films fixes, assortis d'un commentaire de l'instructeur et de thèmes de discussions, ces moyens d'enseignement étant considérés comme profitables à la formation des stagiaires.

RECOMMANDATIONS SUR LE MATERIEL D'ENSEIGNEMENT

42. Conscients de la réelle nécessité de disposer en Afrique d'un matériel d'enseignement pour la formation au service social, ainsi que des problèmes posés par la production, l'utilisation et l'échange d'un tel matériel, les participants ont recommandé :

- a) Que le matériel pédagogique local écrit en anglais soit traduit en français à l'intention des écoles des pays de langue française, et que le FISE envisage de financer ce projet. Certaines des publications de la RAU devraient être également traduites et largement diffusées sur le continent.

- b) Que les écoles de service social s'adressent, dans leur pays, aux ambassades pour obtenir des films appropriés qui, commentés par un instructeur et discutés par les étudiants, peuvent être un moyen d'enseignement utile.
- c) Que le Bulletin de formation au service social publié de temps à autre par la CEA devienne une revue à laquelle pourraient contribuer les écoles africaines de service social et qui serait distribuée au personnel enseignant de ces écoles.
- d) Qu'un centre de documentation soit créé à la CEA et que celle-ci fournisse le personnel technique nécessaire et abrite le centre. Ce centre de documentation serait notamment chargé :
 - i) D'établir une bibliographie de tout le matériel pédagogique africain disponible et de tenir à jour cette bibliographie qui comprendrait non seulement des titres d'ouvrages, d'articles, etc., mais aussi des annotations sur chaque publication pour en expliquer l'usage et l'intérêt;
 - ii) De tenir à jour une liste de tous les documents des Nations Unies (y compris de la CEA) touchant le service social.
- e) Que toutes les écoles de service social reçoivent automatiquement ces bibliographies et les documents des Nations Unies au moment de leur publication et que la CEA tienne à jour une liste des correspondants auxquels cette documentation doit parvenir;
- f) Pour que ces recommandations aient un effet pratique, que les écoles de service social soient instamment priées d'envoyer au centre de documentation proposé tout le matériel pédagogique qu'elles publient elles-mêmes.
- g) Que l'ONU ou la CEA envoient des experts en matériel pédagogique social qui travailleraient à plein temps, de préférence à l'échelle sous-régionale, pour examiner, évaluer et rédiger des ouvrages et monographies sous forme manuscrite, en coopération avec les instructeurs de service social de ces sous-régions;

- h) Qu'avant qu'une décision soit prise sur les études, évaluations, recommandations etc. des experts, on réunisse un comité composé des proviseurs, directeurs ou doyens des écoles de service social (et de développement communautaire) pour examiner les rapports et manuscrits établis par ces experts.
- i) Que les directeurs des écoles de service social et de développement communautaire se réunissent au niveau national pour examiner les moyens de faciliter la production de matériel local d'enseignement dans le domaine du service social et du développement communautaire.
- j) Que les organismes mentionnés plus haut fassent un état détaillé des efforts qu'ils déploient pour produire du matériel pédagogique local (textes ou auxiliaires audio-visuels), afin d'aider la CEA à préparer la Conférence des instructeurs en service social, prévue pour 1970.
- k) Que les écoles de service social et de développement communautaire, en vue d'encourager la production d'une documentation et de matériel d'enseignement local, cherchent à obtenir une assistance technique ou financière des organisations internationales telles que ONU, CEA, FISE, institutions spécialisées des Nations Unies, AIESS et fondations diverses.

CHAPITRE IV

COOPERATION INTERNATIONALE EN MATIERE DE FORMATION AU SERVICE SOCIAL

43. La séance a été ouverte par les quatre déclarations suivantes :
M. A. Shawky, Conseiller régional des Nations Unies en politique de protection sociale et en formation; Mlle A. Gindy, fonctionnaire supérieur de la Division du développement social (Siège des Nations Unies); M. Riby-Williams, Directeur de la Division du développement des ressources humaines (CEA); Dame Eileen Younghusband, Présidente honoraire de l'AISS.

44. M. Shawky a parlé de la coopération internationale en donnant des exemples à quatre niveaux :

- a) Echanges officiels entre divers pays, qui pourraient porter notamment sur l'échange de matériel d'enseignement, de professeurs et d'étudiants;
- b) Coopération à l'intérieur des sous-régions de l'Afrique, c'est-à-dire de l'Afrique du nord, de l'Afrique de l'ouest, de l'Afrique de l'est et de l'Afrique du centre;
- c) Coopération régionale englobant le continent africain tout entier;
- d) Coopération interrégionale entre continents.

45. Mlle Gindy a exposé en détail la structure des organisations internationales depuis le Siège des Nations Unies jusqu'à l'échelon des divers pays, en indiquant de façon précise les formalités à remplir pour la présentation des demandes d'assistance.

46. Les débats qui ont suivi ont porté essentiellement sur le fait que l'Organisation des Nations Unies fournit une aide à la demande des gouvernements et ne traite pas directement avec les institutions intéressées et les organisations locales. Ce système a été considéré par bon nombre de participants comme l'un des principaux problèmes qui empêchent ces institutions de faire reconnaître leurs priorités avec toute l'attention voulue. On avait déjà mentionné, dans les débats et recommandations antérieurs, l'importance restreinte que la plupart des gouvernements accordent au dévelop-

pement social. De nombreuses suggestions ont été faites par les participants concernant les mesures propres à remédier à cette situation; il a été tenu compte de ces suggestions dans les principales recommandations de cette réunion.

47. Parmi les documents utiles des Nations Unies recommandés aux participants, on peut citer :

- i) UNITAR (Institut de formation et de recherche des Nations Unies), Manuel sur l'assistance des Nations Unies, février 1968, UNITAR/EX/11;
- ii) Rapport de la vingtième session de la Commission du développement social;
- iii) Compte rendu des rapporteurs désignés spécialement pour entreprendre une étude sur la coopération technique en matière de développement social, E/CN.5/432.

48. M. Riby-Williams a fait un exposé important, soulignant les principales décisions prises à la dernière session de la CEA pour harmoniser l'assistance technique accordée aux pays africains. Ces recommandations - qui doivent encore être mises en oeuvre - tendent à coordonner les multiples sources d'assistance à l'échelon régional et à l'échelon sous-régional, allégeant ainsi les formalités relatives à l'assistance accordée et la rendant plus efficace, tout en évitant le gaspillage. De plus, elles visent également à assurer une collaboration plus étroite entre l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la CEA, et à éviter tout chevauchement. Toutes ces recommandations auraient notamment pour effet de permettre une utilisation plus efficace des ressources en personnel de niveau supérieur dans les pays africains. Les suggestions auxquelles ont donné lieu les débats qui ont suivi sont incorporées dans les principales recommandations de cette section.

49. En ce qui concerne le rôle des pays africains eux-mêmes en matière de coopération internationale, les interventions des participants ont clairement montré que l'on pourrait sans doute faire davantage qu'à présent. Les exemples de programmes de formation régionaux ou sous-régionaux établis à

l'intention des surveillants et des instructeurs, de programmes d'échanges entre professeurs, personnel et étudiants d'établissements de formation sont peu nombreux et très dispersés, bien qu'un certain nombre d'écoles accueillent des étudiants de pays voisins. Les participants ont estimé que l'on pourrait faire davantage à cet égard et il est tenu compte de leurs suggestions dans les recommandations ci-après.

50. Certains participants ont signalé que les établissements locaux de formation à la protection et au service sociaux devaient faire face à la concurrence exercée par des institutions extra-africaines. Bon nombre de ces institutions offrent aux étudiants des pays africains des bourses intéressantes, et il est arrivé fréquemment qu'elles détournent à leur profit des candidats à la formation locale, contribuant ainsi à affaiblir les programmes locaux de formation plutôt qu'à les renforcer. Placés devant les offres multiples des pays non africains concernant les cours de formation de brève et de longue durée, et sans ressources financières suffisantes pour assurer la formation sur place de leur personnel, les gouvernements africains ont contribué au départ de nombreux candidats qui vont faire des études à l'étranger. Les participants ont estimé que, chaque fois qu'il est possible, les organismes étrangers de financement doivent être encouragés à aider les établissements locaux de formation à mettre au point des programmes plutôt que d'octroyer des bourses pour des écoles d'outre-mer.

51. Dame Eileen Younghusband a décrit l'expansion de l'AIESS et son rôle dans la coopération internationale, et exposé la méthode de fonctionnement de l'AIESS qui groupe à la fois des écoles de service social et des associations nationales dans le monde entier. L'AIESS tient des congrès internationaux tous les deux ans et organise de temps à autre des cycles d'études. Sa force réside dans les services bénévoles rendus par les écoles membres et membres associés. A cet égard, on a vivement appuyé une suggestion de jumelage des écoles de divers pays. On a suggéré en outre que l'AIESS serve d'élément de liaison en ce qui concerne le lancement du projet. Quelques exemples d'expériences de ce genre ont été donnés par des participants, notamment les représentants des écoles de l'Ethiopie et de la RAU.

52. Les observations formulées par M. Seyoum Selassié qui avait assisté à la dernière réunion internationale de l'AISS à Helsinki (Finlande) ont abouti à une discussion concernant la cinquième enquête internationale sur la formation au service social, qui doit être réalisée par l'Organisation des Nations Unies, en collaboration avec l'AISS. Le thème en est le suivant : innovations et faits nouveaux en matière de formation à la protection sociale (et non au service social comme dans les enquêtes précédentes). Les participants ont été priés de donner des exemples de mise en oeuvre d'éléments nouveaux dans leurs programmes de formation. Il est apparu qu'il existe une somme d'innovations considérable, souvent de caractère très simple, qui s'accumule dans les diverses écoles africaines. Pour n'en citer que quelques-unes : le programme de formation du Kenya Institute of Administration qui forme ensemble des fonctionnaires de tous les services de l'administration locale et du gouvernement central et qui les familiarise avec d'autres disciplines et d'autres centres d'intérêt; les innovations du Mali en matière de nutrition; l'expérience de l'Université de Makerere (Ouganda) qui organise des cycles d'études régionaux de formation; les nombreux programmes de la RAU en matière d'échanges; enfin, les multiples façons dont les établissements de formation s'efforcent de remédier à la pénurie de surveillants qualifiés pour les travaux sur le terrain.

RECOMMANDATIONS SUR LA COOPERATION INTERNATIONALE EN MATIERE DE FORMATION AU SERVICE SOCIAL

53. Conscients de la nécessité d'insister davantage sur la coopération internationale en matière de formation dans le domaine de la protection sociale à l'intérieur de l'Afrique et à l'échelle mondiale, les participants ont recommandé :

- a) Que les gouvernements soient priés d'envisager la création de comités de coordination de la protection sociale composés de hauts fonctionnaires des ministères intéressés (par exemple, protection sociale, santé, éducation, finances, planification), et de représentants d'écoles de service social, d'organisations bénévoles et d'associations professionnelles d'agents du service social (lorsque celles-ci existent) et d'autres institutions de formation. Ces comités seraient chargés des tâches suivantes :

- i) Coordonner les programmes de formation à la protection sociale et les besoins en main-d'oeuvre;
 - ii) Coopérer avec l'ONU, le FISE et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies, à la planification et à l'exécution de programmes de protection sociale dans le pays;
 - iii) Servir de groupe de référence pour les conseillers régionaux et interrégionaux des Nations Unies en protection sociale, qui visitent les divers pays;
 - iv) Etre un instrument efficace pour faire ressortir les aspects sociaux et humains du développement social et économique dans la planification nationale;
 - v) Examiner et recommander des candidatures aux bourses de perfectionnement offertes par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la protection sociale.
- b) que la CEA fasse le nécessaire pour que les étudiants d'un pays aillent compléter leur formation dans un autre pays africain où existent des moyens de formation d'un niveau supérieur;
- c) Que les écoles de service social et les établissements de formation en Afrique envisagent l'échange de professeurs, qui pourraient ainsi ~~confronter~~ ^{confronter} des idées et des données d'expérience afin de contribuer à la mise au point du matériel pédagogique, des programmes, etc.
- d) Qu'avec l'aide de l'AISS et de l'association proposée pour l'enseignement du service social les écoles de service social et les établissements de formation étudient les possibilités d'établir des rapports plus étroits entre les écoles africaines et extra-africaines;

- e) Que les organismes extra-africains de financement en vue de la formation à la protection sociale soient encouragés à offrir des bourses d'études et des bourses de perfectionnement aux établissements africains de formation, afin d'augmenter le nombre de leurs étudiants plutôt que de faire venir des étudiants d'Afrique pour les former dans leurs propres établissements;
- f) Que toutes les personnes présentant des documents à l'Organisation des Nations Unies ou à l'AISS pour la cinquième enquête internationale sur la formation au service social soient priées de mentionner toutes les rubriques de leur programme de formation qu'elles considèrent comme nouvelles et originales.

CHAPITRE V

ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT DU SERVICE SOCIAL EN AFRIQUE

54. Mlle Ruth Imru a ouvert le débat par un bref historique du projet jusqu'au stade actuel. Si l'idée de créer une association pour l'enseignement du service social en Afrique remonte au Cycle d'études de Lusaka, c'est seulement lors du Cycle d'études d'Alexandrie qu'une décision a été prise à ce sujet. On a alors élu un Comité intérimaire composé d'un représentant de chacun des quatre pays suivants : RAU, Nigéria, Ghana et Ethiopie. Ce Comité avait pour tâche essentielle de rédiger les statuts de l'association, en prenant l'avis d'organismes qui se consacrent à la formation au service social, comme l'AIESS, la CEA et le FISE. Cependant qu'une vaste correspondance était échangée entre le conseiller en protection sociale des Nations Unies auprès de la CEA et M. Blavo (Ghana), Président du Comité intérimaire, un projet de statuts a été rédigé. Puis, le Comité intérimaire, privé de son Président, qui était parti aux Etats-Unis pour y poursuivre des études, a cessé de travailler efficacement. C'est alors que, sur l'initiative du conseiller régional en formation à la protection sociale, un petit comité composé essentiellement de membres du personnel de l'Ecole de service social de l'Université Haïlé Sélassié Ier, a été constitué pour poursuivre les travaux. Le projet de statuts a été envoyé aux écoles africaines de service social, accompagné d'un questionnaire leur demandant si le projet les intéressait. Seize écoles en tout, ont accepté de devenir membres fondateurs de l'association.

55. Mlle Imru a ensuite proposé aux participants d'examiner les questions suivantes :

- a) mesures à prendre pour accélérer la création de l'association;
- b) création éventuelle d'un comité provisoire;
- c) élaboration du programme de travail de ce comité;
- d) fonds à accorder au comité pour lui permettre d'exécuter son programme d'ici la réunion de l'Assemblée générale proposée pour 1970;
- e) demande à adresser à la CEA afin qu'elle réserve une journée de sa session de 1970 à une réunion de l'assemblée générale de l'association envisagée .

56. Lors du débat général qui a suivi, les participants ont soulevé les principaux points suivants :

- a) rapports exacts entre le Comité intérimaire élu lors du Cycle d'études d'Alexandrie et le comité dont la création est proposée;
- b) non-représentation des pays francophones au sein du Comité initial.

57. D'un commun accord, les participants ont estimé qu'il ne fallait pas attendre 1970 pour agir, mais qu'il fallait travailler dès maintenant à la mise en place d'un comité provisoire qui permette de formuler, pour la réunion de 1970, des propositions concrètes au sujet du programme de l'association. Ce comité comprendrait des membres représentant toutes les régions de l'Afrique et les différentes méthodes de formation au service social, selon qu'il s'agit en particulier de pays francophones ou anglophones.

58. Après une longue discussion, les participants ont décidé d'accepter la division de l'Afrique en quatre grandes régions faite par l'ONU : nord, ouest, est et centre; le comité de travail provisoire étant composé de deux représentants de chacune de ces régions. A propos de la représentation de chaque région au sein du Groupe de travail et de ses programmes de formation au service social, on a fait remarquer que l'Afrique du centre n'avait que deux écoles, toutes deux en République démocratique du Congo et que celles-ci n'étaient pas représentées à la réunion. En conséquence, les participants ont décidé de procéder à l'élection des représentants des trois autres régions, sous réserve d'en informer les écoles de l'Afrique centrale pour qu'elles puissent participer, si elles le désirent à toutes les activités ultérieures.

Election du comité de travail provisoire

59. Les personnes suivantes ont été élues à l'unanimité comme membres du comité de travail provisoire :

Afrique du nord

M. Ahamed Kamal

Mlle L. Saieb

RAU

Tunisie

Afrique de l'ouest

M. Diango Cisse

Mali

Mme. P. Jones-Quartey

Ghana

Afrique de l'est

Ato Seyoum Selassié

Ethiopie

M. Eric Kibuka

Ouganda

Election du Président du comité provisoire

60. Etant donné que, de l'avis des participants, le pays d'accueil d'une réunion au cours de laquelle se crée une nouvelle institution doit prendre la direction de cette création, Ato Seyoum Selassié a été élu, par acclamation, Président du comité de travail provisoire.

61. Les participants ont aussi décidé qu'en cas d'impossibilité pour l'un des membres du comité de s'acquitter de ses fonctions, pour des raisons telles que départ, études à l'étranger, etc., ledit membre serait autorisé à nommer un suppléant de son pays que le remplacerait pendant son absence.

Mandat du comité provisoire

62. Le mandat du comité provisoire est le suivant :

- a) Déterminer les relations qu'il doit établir avec l'AIESS;
- b) Etudier les recommandations formulées par le présent Groupe de travail au cours de ses débats;
- c) Demander à toutes les écoles de service social et instituts de formation à la protection sociale et au développement communautaire en Afrique de lui adresser, après avoir étudié le projet de statuts, le texte des amendements qu'ils souhaiteraient présenter à l'Assemblée générale de 1970, aux fins d'examen, ainsi que tous documents de travail qu'ils pourraient vouloir soumettre;
- d) Elaborer l'ordre du jour de l'Assemblée générale de 1970;
- e) Demander à la CEA de réserver une journée de sa session de 1970 à un débat sur l'association et à une réunion de l'assemblée générale de celle-ci;

- f) Rassembler, pour tous les pays qui ont des écoles de service social et des instituts de formation, des monographies nationales analogues à celles qui ont été présentées par les participants à la réunion du Groupe de travail. Ces monographies devront être prêtes pour la réunion de l'assemblée générale en 1970;
- g) Demander à tous les établissements de formation et écoles de formuler, d'ici l'assemblée générale de 1970, des recommandations entre autres, sur les objectifs et le programme de l'association, de manière à faciliter l'élaboration de l'ordre du jour de l'Assemblée générale;
- h) Etudier la question de savoir si les écoles qui ne sont pas membres ou qui n'ont pas versé leur cotisation doivent avoir le droit de vote à l'assemblée générale.

Financement du comité

63. Les participants, estimant que le comité aurait besoin de ressources financières pour ses activités quotidiennes (fournitures de bureau, frais de poste, frais de secrétariat et de reproduction, etc.), ont suggéré et approuvé que l'association comprenne deux catégories de membres :

- a) Membres individuels versant une cotisation de 4 dollars des Etats-Unis
- b) Membres collectifs (écoles) versant une cotisation de 8 dollars des Etats-Unis

64. On a estimé qu'il fallait un Secrétaire/Trésorier, habitant Addis-Abéba pour pouvoir travailler en étroite coopération avec le Président. Mlle R. Imru a été élue à l'unanimité Secrétaire/Trésorier du comité de travail provisoire, avec pleins droits de vote.

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

CEA	M. J. Riby-Williams	Directeur, Division du développement des ressources humaines
	M. A.H. Shawky	Conseiller régional en politique de la protection sociale et en formation
Organisation des Nations Unies	Miss Aida Gindy	Fonctionnaire supérieur spécialiste des affaires sociales, Division du développement social, ONU, New York
Association internationale des écoles de service social	Dame Eileen Younghusband	Président honoraire de l'AISSS
Université Haïlé Sélassié Ier	Ato Seyoum Sélassié	Doyen adjoint, Ecole de service social, Université Haïlé Sélassié Ier, Addis-Abéba
FISE	M. Abraham Demere	Représentant par intérim du FISE, en Ethiopie
Côte-d'Ivoire	Mme Bokossa Antoinette	Ecole de formation sociale Directrice des études et programmes, Conseillère pédagogique B.p. 2625 Abidjan
Ethiopie	Ato Andargatchew Tesfayé	Doyen, Ecole de service social, Université Haïlé Sélassié Ier, B.p. 1176 Addis-Abéba
	Mlle Ruth Imru	Professeur adjoint, Ecole de service social, Université Haïlé Sélassié Ier, B.p. 1176, Addis-Abéba
	M. Quentin F. Schenk	Professeur en service social, Conseiller de la Fondation Ford pour le Ethiopian University Service programme, Université Haïlé Sélassié Ier

Ethiopie (suite)	M. Richard Alan Weatherley	Professeur adjoint en service social, Ecole de service social, Université Haïlé Sélassié Ier
	Miss Mia Van Poll	Chargée de cours, Ecole de service social, Université Haïlé Sélassié Ier
	Miss Mariette Van de Loo	Chargée de cours Ecole de service social Université Haïlé Sélassié Ier
	M. Alvar Soderholm	Professeur adjoint en service social Université Haïlé Sélassié Ier
Ghana	Mrs. Pearl W. Jones-Quartey	Lecturer in Social Administration Department of Sociology University of Ghana Legon, Accra
Kénya	Mrs. Catherine Kuria	Acting Head of the Department of Social Development Lecturer Kenya Institute of Administration Lower Kabete, Nairobi
Mali	M. Diango Cisse	Docteur en sociologie Professeur à l'Ecole normale supérieure Bamako
	Mlle Hawa Diallo	Assistante sociale Directrice des affaires sociales B.p. 696 Bamako
Ouganda	Miss Violaine Junod	Reader and Head of Social Work and Social Administration Department Makerere University College P.O. Box 7062 Kampala Ouganda
	M. Eric Kibuka	Principal Nsamizi Training Centre Entebbe

République
arabe unie

Dr. Ahmed Kamal Ahmed

Dean
Higher Institute of Social Work
3, Kamal El-Din Salah St.
Garden City
Cairo

Togo

Mme Eklou Hélène

Directrice du Centre national
de formation sociale
B.p. 1745
Lomé

Tunisie

Mlle Leila Saieb

Directrice
Ecole nationale de service
social ,
94 Avenue de la Liberté
Tunis

Zambie

M. Sidney Matchiqui

Senior Lecturer
Oppenheimer Department of
Social Service
University of Zambia
Lusaka

ANNEXE II

PROGRAMME DE TRAVAIL

L'ordre du jour de la réunion comprenait les points suivants :

- i) Besoins et problèmes prioritaires de l'enseignement du service social en Afrique;
- ii) Matériel d'enseignement : production, utilisation et échange;
- iii) Coopération internationale en matière de formation au service social;
- iv) Création d'une association pour l'enseignement du service social en Afrique;
- v) Adoption du rapport final.

Experts

Les experts suivants ont participé à la réunion :

- | | |
|--------------------------|---|
| Dame Eileen Younghusband | - Présidente honoraire, Association internationale des écoles de service social (Directeur de la réunion). |
| M. J. Riby-Williams | - Directeur, Division du développement des ressources humaines (CEA). |
| Miss Aida Gindy | - Fonctionnaire supérieur, spécialiste des affaires sociales, Division du développement social ONU, New York. |
| M. A.H. Shawky | - Conseiller régional des Nations Unies en politique de la protection sociale et en formation, CEA. |
| Ato Seyoum Sélassié | - Doyen adjoint, Ecole de service social, Université Haïlé Sélassié Ier, Ethiopie (Organisateur) |

Documentation

Un certain nombre de documents de travail et d'exposés rédigés par les écoles de service social participantes ont été distribués lors de la réunion. Ces documents ont servi de point de départ aux discussions. On en trouvera une liste détaillée à l'annexe III du présent Rapport.

ANNEXE III

LISTE DES DOCUMENTS

1. Documents soumis par la CEA
 - i) Le matériel pédagogique de formation au service social en Afrique;
 - ii) Résumé des conclusions et recommandations de deux cycles d'études et de formation à la protection sociale et au développement communautaire et d'une mission d'études dans le même domaine.
2. Exposé de Dame Eileen Younghusband, sur l'Association internationale des écoles de service social.
3. Exposé de Mlle. A. Gindy sur la Conférence des ministres responsables de la protection sociale, organisée par les Nations Unies à New York, septembre 1968.
4. Le service social dans les pays participants : Côte-d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Kenya, Mali, Ouganda, RAU, Togo, Tunisie et Zambie.
5. Autres documents fournis au cours de la réunion :
 - i) Mesures antérieures prises pour la création d'une association pour l'enseignement du service social en Afrique;
 - ii) Renseignements généraux sur quelques écoles de service social;
 - iii) Diverses publications des Nations Unies sur la formation au service social en Afrique;
 - iv) Recommandations de la Conférence des ministres responsables de la protection sociale, organisée par les Nations Unies, à New York en septembre 1968;
 - v) Exposé de l'Association internationale des écoles de service social, présenté à la Conférence des ministres responsables de la protection sociale, organisée par les Nations Unies.

ANNEXE IV a)

DISCOURS D'OUVERTURE PRONONCE PAR ATO AKLILLOU HABTE
PRESIDENT DE L'UNIVERSITE HAILE SELASSIE Ier

C'est pour moi un grand plaisir de vous souhaiter la bienvenue à Addis-Abéba, au nom de l'Université Haile Selassie Ier. Je suis particulièrement heureux d'être présent à la séance d'ouverture de cette éminente réunion, à laquelle participent quelques-uns des meilleurs théoriciens de la protection sociale du continent.

Permettez-moi de dire ici qu'il n'y a pas très longtemps encore, la protection sociale subissait l'effet néfaste de l'idée assez étroite qu'on s'en faisait. Telle est encore la situation dans maintes régions du monde, dont la nôtre. Des spécialistes d'autres disciplines continuent de penser que la protection sociale a un rôle tout à fait secondaire. Même les agents de la protection sociale n'ont pas encore rejeté complètement cette idée. Le résultat, c'est que le service social n'a pas pu exercer sur le développement économique et social toute l'influence dont il était capable.

La conception que l'on a de la protection sociale aujourd'hui est plus encourageante : en effet, lors des conférences et des cycles d'études internationaux, ainsi que dans les publications, on insiste sur le rôle du service social, qu'il s'agisse du développement ou de la prévention. Etant donné cette nouvelle optique, il faudra réorienter sérieusement les politiques sociales en vigueur, et répartir autrement les ressources humaines et matérielles dont nous disposons.

Pour que nos recommandations à cet égard soient pertinentes et réalistes nous devons évaluer les besoins du continent sur le plan de la protection sociale et proposer les moyens de répondre à ces besoins. L'une de nos tâches les plus urgentes est de trouver, sur le plan de la main-d'oeuvre, de nouvelles méthodes de protection sociale.

Le rôle traditionnel du service social qui insiste sur les activités curatives et le contact individuel peut convenir à des sociétés qui ont atteint un stade de développement économique et social très élevé. Mais

nous, qui vivons dans des sociétés dites en voie de développement, nous devons sans délai, avec nos ressources et par nos propres efforts, créer les organisations et institutions sociales qui étayeront la croissance économique. Notre tâche première ne doit-elle donc pas être de chercher à améliorer les qualités de nos citoyens et leur donner la possibilité de participer davantage à la solution des problèmes qui se posent à nos pays ?

On admet en général que les facteurs culturels sont décisifs dans l'évolution sociale. Autrement dit, certains de ces facteurs favorisent l'évolution alors que d'autres la freinent. Disons donc qu'il faut séparer le bon grain de l'ivraie. C'est là que réside l'importance de la recherche sociale. Le moment est venu pour les universités et les établissements de formation au service social de s'employer sérieusement à donner à cette recherche la place qu'elle mérite dans les programmes. Ces universités et établissements doivent, de toute urgence, s'intégrer toujours plus dans la collectivité. Les établissements d'enseignement supérieur doivent utiliser la collectivité, au sens le plus large, comme un instrument "d'auto-régulation" pour que l'enseignement et la formation soient adaptés aux besoins de la société.

A l'Université Haïle Sélassié Ier, nous reconnaissons l'intérêt de la recherche en sciences sociales et nous essayons de répartir notre temps et nos ressources, de manière à utiliser le plus efficacement possible les services des enseignants. Il peut être intéressant pour vous de savoir que notre Programme éthiopien de service universitaire tend à plonger nos étudiants dans les réalités de la vie rurale éthiopienne. Actuellement, on procède à l'évaluation de ce Programme qui sera, espérons-le, organisé d'une manière plus rationnelle. On exigera désormais, dans le cadre de l'enseignement, que les étudiants fassent des recherches systématiques sur la situation économique et sociale.

Il serait bon, ici, de dire quelques mots sur la nécessité de redéfinir le rôle des travailleurs sociaux dans les sociétés en voie de développement. Doivent-ils être préparés à des activités qui dépassent celles qu'on leur confie habituellement ? A mon avis, il importe de nous poser

à ce sujet un certain nombre de questions. A quels programmes de développement et d'action préventive, les agents sociaux peuvent-ils participer ? Comment faire comprendre aux autres spécialistes l'utilité du rôle que les agents de la protection sociale peuvent exercer dans les programmes de développement ?

Quels changements devons-nous apporter à nos programmes d'enseignement pour permettre aux agents sociaux de contribuer au développement national ? Pour que cette réunion atteigne le but qui lui a été assigné, les participants devront trouver la réponse à ces questions, et à bien d'autres.

Ce discours doit être bref et je ne veux pas disposer davantage de votre temps. Permettez-moi cependant de remercier les organisateurs de ce Groupe de travail de m'avoir fait l'honneur de m'inviter à assister à cette séance. C'est en effet pour moi un grand plaisir que de déclarer cette réunion ouverte.

ANNEXE IV b)

DISCOURS D'OUVERTURE DE DAME EILEEN YOUNGHUSBAND PRESIDENTE
HONORAIRE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ECOLES
DE SERVICE SOCIAL

Dans son discours d'ouverture, Dame Eileen Younghusband a souhaité la bienvenue aux participants, au nom de l'Association internationale des écoles de service social, qui a organisé la réunion du Groupe d'experts en collaboration avec la CEA, le FISE et une école membre, à savoir l'Ecole de service social de l'Université Haïlé Sélassié Ier d'Ethiopie. Elle a déclaré qu'il y avait là un exemple remarquable de coopération internationale et de planification commune. Elle a lu un télégramme de bienvenue adressé par M. Herman Stein, Président de l'AISS et a rappelé que le Bureau exécutif avait toujours désiré vivement offrir toute l'aide possible pour encourager l'enseignement du service social en Afrique.

L'AISS constitue pour les écoles un lieu de rencontre international qui leur permet de se renforcer et de s'aider mutuellement. C'est une organisation collective créée il y a 40 ans et à laquelle sont affiliées actuellement près de 400 écoles de 47 pays différents répartis sur tous les continents. Les mesures initiales en vue de la présente réunion du Groupe d'experts ont été élaborées conjointement par M. Seyoum Selassié et des représentants de l'AISS, lors du Congrès international des écoles de service social qui s'est tenu en Finlande en août 1968. A New York ces mesures ont fait l'objet d'un examen plus approfondi auquel ont participé M. Riby-Williams et M. Blavo, et qui a abouti finalement à la présente réunion à laquelle sont représentées un grand nombre d'écoles africaines de service social. On ne serait jamais arrivé à ce résultat sans l'intérêt manifesté par M. Riby-Williams et M. Shawky et l'enthousiasme et le travail acharné de M. Seyoum Sélassié, membre du Conseil exécutif de l'AISS et organisateur de la réunion de ce Groupe d'experts. Mme Younghusband a remercié la CEA, qui a fourni une salle de conférence à la Maison de l'Afrique, ainsi que des services d'interprétation simultanée, de secrétariat et de documentation, et le FISE, qui a pris à sa charge les frais de voyage

et de séjour des participants. Elle a ajouté que les participants se félicitaient particulièrement de la présence à cette réunion de Mlle Aida Gindy, de la Division de la protection sociale au Siège de l'Organisation des Nations Unies, car elle connaît de manière approfondie tous les problèmes relatifs à l'enseignement du service social aussi bien en Afrique que dans le reste du monde.

Mme Younghusband a terminé en rappelant les quatre points principaux de l'ordre du jour et elle a exprimé l'espoir que les nombreux échanges de vues tant officiels que non officiels seront très profitables aux participants. Elle a signalé que l'on envisageait de publier un rapport des principaux débats et conclusions, lequel présentera un intérêt pratique considérable pour les écoles africaines de service social et constituera en outre un document de référence très utile pour les études entreprises ailleurs.

ANNEXE IV c)

DISCOURS D'OUVERTURE PRONONCE PAR M. PROSPER RAJAOBELINA

SECRETAIRE EXECUTIF ADJOINT

DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dame Eileen Younghusband, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Au nom du Secrétaire exécutif de la CEA, j'ai le plaisir de vous accueillir à cette réunion du Groupe de travail d'instructeurs du service social. Nous sommes particulièrement heureux d'avoir avec nous l'élite des instructeurs du service social, représentant treize écoles de service social de la région africaine.

Cette réunion du Groupe de travail marque une étape importante de toute une série de projets qui ont été établis par la CEA afin d'encourager la formation professionnelle au service social dans la région. En 1963, la Commission a organisé un cycle d'études de douze jours à Lusaka (Zambie) à l'intention des directeurs des écoles de service social; les représentants de onze pays africains y ont assisté. En 1965, en collaboration avec l'Association internationale des écoles de service social et avec le FISE, une mission composée d'experts internationaux s'est rendue dans un certain nombre d'écoles de service social en Afrique, afin d'évaluer leurs programmes de formation et de formuler des recommandations visant à renforcer ces programmes et à les harmoniser davantage avec les nécessités prioritaires du développement.

Le rapport et les recommandations de la mission ont servi de guide précieux non seulement aux écoles visitées, mais également aux gouvernements africains et aux organismes internationaux qui s'occupent activement du service social et de la formation correspondante en Afrique. Le rapport de la mission a également servi de document de base pour un deuxième Cycle d'études sur la formation, qui a été organisé en 1965 à Alexandrie (RAU). Seize gouvernements africains étaient représentés à cette réunion où l'on a étudié pour la première fois les problèmes relatifs à l'organisation d'une association professionnelle africaine des instructeurs du service social. Un comité représentatif spécial a été créé

pour assurer la mise sur pied de l'association, en collaboration avec l'Association internationale des écoles de service social.

Les rapports et les recommandations auxquels ont donné lieu les trois projets organisés sous les auspices de la CEA sont à la disposition du présent Groupe de travail.

La CEA envisage d'organiser en 1970 le troisième Cycle d'études sur la formation à l'enseignement du service social qui devra examiner entre autres les problèmes relatifs à la coopération régionale en Afrique dans le domaine de la formation au service social compte tenu de la production, de l'utilisation et des échanges de matériel local d'enseignement, à la formation sous-régionale d'agents des échelons supérieurs et moyens et à l'amélioration des méthodes utilisées en matière de service social en Afrique.

Vous constaterez que les travaux du présent Groupe de travail constituent un élément essentiel des activités poursuivies par la CEA afin de développer l'enseignement du service social en Afrique. La présente réunion est organisée sous les auspices de l'Association internationale des écoles de service social, de l'Université Haflé Sélassié Ier et de la CEA. Le FISE a pris à sa charge les frais de voyage et de séjour des participants.

Votre principal objectif lors de cette réunion consiste à examiner en détail les sujets proposés pour la Réunion régionale sur l'enseignement au service social prévue pour 1970 et à préparer les documents de travail de base qui permettront à la réunion régionale d'élaborer un plan d'action en vue du développement de l'enseignement du service social en Afrique. Le problème de la formation d'une association professionnelle des écoles du service social en Afrique retiendra également votre attention.

Mes collègues de la Division du développement des ressources humaines de la CEA, ainsi que Mademoiselle Aida Gindy, du Siège de l'Organisation des Nations Unies, seront à votre disposition pendant toute la durée de vos délibérations. Madame Eileen Younghusband, que j'ai l'honneur d'accueillir à ce Groupe de travail, nous apporte sa riche expérience en sa qualité d'inspectrice éminente du service social, spécialité dans laquelle elle a acquis une réputation mondiale, et de principale représentante de l'Association internationale des écoles de service social.

J'espère que vous profiterez au maximum de la présence de ces experts internationaux pour orienter vos délibérations.

Au nom du Secrétaire exécutif et en mon propre nom, je vous souhaite un agréable séjour à Addis-Abéba et un plein succès dans vos délibérations.

ANNEXE V

RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE DEUX CYCLES D'ÉTUDES
ET DE FORMATION À LA PROTECTION SOCIALE ET AU DÉVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE ET D'UNE MISSION D'ÉTUDES DANS LE MÊME DOMAINE

Depuis 1959, la Commission économique pour l'Afrique a organisé 13 manifestations régionales et sous-régionales consacrées à la protection sociale et au développement communautaire (cycles d'études, cours de formation de brève durée, missions et voyages d'études. Trois d'entre elles portaient essentiellement sur la formation.

- a) En 1963, le Cycle d'études sur la formation pour le service social en Afrique organisé à Lusaka et suivi par des directeurs d'écoles de service social et de programmes de formation en cours d'emploi de 11 pays africains;
- b) En 1964, une Mission d'études sur les activités de six écoles de service social en Afrique (Algérie, République démocratique du Congo, Côte-d'Ivoire, Ethiopie, Ghana et République arabe unie);
- c) En 1965, le Cycle d'études pour instructeurs en service social en Afrique organisé à Alexandrie et suivi par des directeurs d'écoles de service social et de programmes de formation en cours d'emploi de 16 pays africains.

Ci-après le résumé des conclusions et des recommandations contenues dans les rapports de ces deux cycles d'études et cette mission d'études :

Planification d'une école de service social

1. "Reconnaissant qu'il est nécessaire de déterminer les besoins particuliers de chaque pays pour pouvoir fixer l'ordre de priorité et exploiter au maximum les ressources disponibles, le Cycle d'études recommande qu'avant qu'une décision soit prise au sujet de la création et des objectifs d'une école de service social, le pays intéressé procède à une étude qui consisterait à déterminer le type et le niveau des services sociaux requis, le nombre de travailleurs sociaux nécessaires dans chaque domaine de développement, le nombre et la catégorie des personnes susceptibles d'être formées et les ressources en personnel qualifié pour enseigner dans une telle école" (Lusaka).

Tutelle

2. "Tout en reconnaissant les avantages d'une association avec une université ou un ministère, le Cycle d'études recommande qu'on s'efforce de donner à l'école une liberté aussi grande que possible afin qu'elle puisse avoir sa propre politique et ses propres méthodes d'enseignement et de recherche pour contribuer d'une manière indépendante à tous les domaines de la protection sociale et du développement communautaire" (Lusaka).
3. "L'objectif à long terme devrait être que l'enseignement de toutes les écoles de service social d'Afrique arrive au niveau de celui des universités ou des instituts d'études supérieures" (Alexandrie).

Niveau

4. "Le Cycle d'études recommande que la formation au service social prépare les travailleurs sociaux aux fonctions administratives et de surveillance tant des services sociaux que des activités à pied d'oeuvre" (Lusaka).

Conditions d'admission

5. "En règle générale, les étudiants de moins de 13 ans ne doivent pas être admis dans les écoles de service social. Lorsque l'admission de candidats de moins de 13 ans doit être envisagée, il faudrait commencer par leur faire acquérir une certaine expérience pratique au sein des services sociaux...jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge d'admission requis" (Lusaka).
6. "Pour être admis à suivre les cours de formation au service social en Afrique les candidats devront avoir à leur actif entre 10 et 12 ans de scolarité" (Alexandrie).
7. "Les critères et les méthodes de sélection pour l'admission dans les écoles de service social et les établissements de formation en cours d'emploi devraient être révisés. Dans chaque pays, le ministère responsable des affaires sociales devrait instituer un comité national ayant pour tâche d'étudier ces problèmes afin

de normaliser les méthodes de sélection. Un tel comité comprendrait des représentants des universités, des écoles de service social, des services employeurs et des établissements de formation en cours d'emploi" (Alexandrie).

Personnel

8. "Dans toute la mesure du possible les écoles de service social doivent avoir un personnel suffisant pour que les cours de base soient assurés par des maîtres qualifiés, membres des effectifs réguliers" (Lusaka).
9. "Les écoles de service social doivent avoir pour objectif à long terme, compte tenu des effectifs prévus de personnel, de recruter des maîtres dont les qualifications répondent au minimum aux normes ci-après.
 - a) Pour ceux qui forment les instructeurs du service social, être titulaires d'un diplôme d'études supérieures (master's degree) ou d'un diplôme équivalent décerné par une université ou un institut supérieur de service social;
 - b) Pour ceux qui forment des assistants sociaux, être titulaires d'un diplôme ou d'un titre décerné par un collège ou un institut de service social et posséder par conséquent au moins le diplôme auquel conduit l'enseignement qu'ils dispensent;
 - c) Pour ceux qui forment le personnel auxiliaire, avoir une grande expérience du travail à pied d'oeuvre ainsi que les aptitudes nécessaires" (Alexandrie).
10. "Tous les instructeurs en service social doivent être formés aux méthodes d'enseignement, posséder une solide expérience du service social et avoir derrière eux une carrière bien remplie. Comme membres d'écoles de service social, ils doivent participer activement aux services de protection sociale de la communauté locale dans la mesure où leurs obligations pédagogiques et administratives le permettent" (Alexandrie).

11. "Compte tenu de la pénurie d'agents du service social pouvant être conseillers en formation pratique, une ou deux écoles de la sous-région devraient organiser, en association avec la Commission économique pour l'Afrique, des cycles de formation sur ce sujet à l'intention d'un personnel choisi appartenant à la sous-région. A ces cycles de formation pourraient être associés les projets pilotes portant sur la formation pratique des étudiants, projets aux termes desquels les processus d'acquisition des connaissances et l'évaluation de ces connaissances feraient l'objet d'études individuelles consignées intégralement par écrit" (Alexandrie).

Programme d'études

12. "De l'avis général, les connaissances à inculquer dans un programme de formation en vue du service social doivent porter sur les domaines suivants, selon les circonstances :
- a) L'homme - développement et évolution psychologique et physique;
 - b) L'homme dans la société - sociologie, anthropologie, économie, sciences politiques;
 - c) Philosophie sociale ou éthique sociale - étude des normes professionnelles;
 - d) Méthodes de service social - étude de cas, étude de groupes, développement et organisation communautaires, administration sociale et recherche sociale;
 - e) Types de service social tels que protection de la famille, soins aux enfants, service social médical, service social juridique;
 - f) Structure sociale - services sociaux, législation sociale;
 - g) Stages pratiques sous surveillance;
 - h) Matières connexes telles que dactylographie, secrétariat, premiers secours" (Lusaka).

13. "Le Cycle d'études, tenant compte de la nécessité d'intégrer les sciences sociales à la formation en vue du service social fait siennes les conclusions suivantes adoptées par les membres de la Réunion mixte d'experts ONU/UNESCO sur la contribution des sciences sociales à la formation au service social :
- a) Certains éléments des sciences humaines et sociales peuvent être choisis pour l'intérêt qu'ils offrent du point de vue de la formation au service social et enseignés sous une forme intégrée avec les différentes notions choisies dans les disciplines connexes; les membres de la Réunion ont donc admis qu'aux fins de la formation au service social il n'est pas nécessaire d'enseigner chaque discipline séparément;
 - b) Ce qui, dans les sciences sociales, concerne une conception de "l'homme" en tant qu'être biopsychosocial pourrait faire l'objet d'un enseignement intégré à l'intention des élèves des écoles de service social. On pourrait prendre aussi comme base d'intégration la notion de "société". Le but général de l'enseignement sur l'homme et la société est de faire comprendre le comportement de l'homme" (Lusaka).
14. "Il faudrait s'attacher davantage à ajuster le contenu des programmes aux différents niveaux d'enseignement, à en déterminer l'ampleur, à mieux enchaîner les cours et à perfectionner les méthodes pédagogiques" (Equipe de consultants).
15. "Il n'est pas certain que les étudiants tirent vraiment profit des cours intensifs sur les études de cas surtout si, dans les pays intéressés, l'accent est mis sur les aspects préventifs et constructifs plutôt que curatifs du service social" (Equipe de consultants).
16. "L'analyse détaillée des tâches qui attendent les assistants sociaux africains révélerait probablement qu'elles font appel, pour la plupart, à l'enseignement, à la vulgarisation ou au travail de groupe et qu'elles empruntent davantage à la pédagogie,

au sens large du terme, qu'au "traitement" des cas individuels, tel qu'il s'est développé dans d'autres parties du monde" (Equipe de consultants).

17. "Au stade actuel de développement du service social en Afrique, il semble hautement souhaitable d'assurer une intégration étroite de l'enseignement des différentes méthodes du service social et d'en revoir régulièrement le contenu" (Equipe de consultants).

Travaux pratiques

18. "Pour un cours de formation d'une année il faudrait prévoir au moins trois mois de travaux pratiques" (Lusaka).
19. "Les travaux pratiques ne devraient pas, en règle générale, occuper moins d'un tiers de la durée totale des études dans les écoles de service social et les établissements de formation en cours d'emploi" (Alexandrie).
20. "Quand les cours s'adressent à de nouvelles recrues, le stage à pied d'oeuvre assure la mise en pratique de la théorie étudiée, aussi le moniteur devra-t-il lui-même bien connaître la théorie enseignée aux étudiants. En fait, dans certains cas une grande partie des heures de travaux pratiques est consacrée à l'observation, à la recherche, dans d'autres cas, les rapports entre l'agent de supervision et l'étudiant ont un caractère presque uniquement administratif. Parfois, les contacts entre l'école et l'organisme de service social sont réduits au minimum" (Equipe de consultants).

Recherche

21. "La CEA devrait encourager la recherche opérationnelle et y prêter son concours dans plusieurs écoles de service social pour pouvoir comparer les différentes méthodes, la teneur et le niveau des cours afin de déterminer le type d'enseignement convenant le mieux à la région" (Alexandrie).

Matériel pédagogique

22. "Le Cycle d'études recommande qu'une étude soit entreprise sur les documents et le matériel pédagogiques à la disposition des écoles de service social dans les pays africains pour déterminer jusqu'à quel point ils conviennent aux besoins de ces pays et pour trouver le moyen d'adapter ce matériel au contexte africain. Il recommande également qu'on s'attache à la production de documents et de matériel pédagogiques à l'usage des enseignants conçus sur la base des expériences et des conditions locales et adaptés au niveau des programmes. Enfin, il recommande d'avoir recours, dans ce domaine, le cas échéant, à l'aide internationale" (Lusaka).
23. "Le Cycle d'études recommande que la Commission économique pour l'Afrique attire l'attention des gouvernements des Etats membres sur l'opportunité d'encourager et de faciliter la production d'un matériel pédagogique local (manuels, études de cas, auxiliaires audio-visuels) pour les écoles de service social et les établissements de formation en cours d'emploi" (Alexandrie).
24. "La pénurie d'un matériel pédagogique adapté aux cultures particulières est, de l'avis général, un problème difficile à résoudre. L'insuffisance de la documentation de base sur le service social est probablement le plus grave obstacle, étant donné que c'est d'elle que doit s'inspirer une grande partie du matériel pédagogique pour le service social. Les professeurs de sciences sociales doivent se rabattre sur des manuels étrangers difficiles à utiliser et parfois tout à fait inutilisables pour les étudiants et les maîtres au niveau de l'acquisition des rudiments nécessaires à l'exercice de la profession en Afrique" (Equipe de consultants).

Formation en cours d'emploi

25. "Le Cycle d'études recommande que la formation en cours d'emploi, en tant que processus continu formant partie intégrante de la formation des travailleurs sociaux, soit accessible à tous les niveaux et à toutes les catégories de personnel de service social" (Lusaka).

La formation au service social et ses relations avec certains domaines apparentés

26. "Le Cycle d'études recommande que les moyens de resserrer la coopération et les contacts des institutions de formation au service social et les établissements de formation de disciplines apparentées soient recherchés aux niveaux national et international pour une meilleure compréhension réciproque et une action coopérative" (Lusaka).
27. "Les pays africains qui ont mis en oeuvre des programmes de protection sociale et de développement communautaire devraient créer des écoles de service social et de développement communautaire en mesure de dispenser la même formation de base à tout le personnel de la protection sociale et du développement communautaire, quelles que soient les spécialités, c'est-à-dire qu'il s'agisse d'agents de la protection urbaine, de la protection rurale ou du développement communautaire" (Lusaka).

Coopération régionale

28. "Le Cycle d'études recommande que soit envisagée la création d'institutions sous-régionales destinées à la formation du personnel des échelons supérieurs aux fonctions d'administration, d'enseignement et de maîtrise dans le domaine du service social" (Lusaka).
29. "En ce qui concerne les projets régionaux de coopération pour instructeurs en service social et cadres supérieurs des services d'assistance sociale, le Cycle d'études appuie pleinement les recommandations de la Mission de consultants préconisant l'instauration de formes supplémentaires de coopération inter-africaine dans le domaine de la protection sociale, et en particulier souligne :
 - a) Que l'occasion doit être offerte à des spécialistes africains de participer, soit individuellement, soit en groupe, à des voyages d'études dans un ou plusieurs pays d'Afrique, à des fins d'observation et de consultation;

- b) Qu'un programme d'échange, qui s'inscrirait dans le cadre des projets régionaux d'assistance technique, soit institué, aux termes duquel toute administration, ou tout organisme de service social ou tout établissement de formation d'un pays africain pourrait faire appel à un expert d'un autre pays africain pour des missions de courte durée pour donner des conseils ou participer à des activités de formation;
- c) Que les instructeurs africains en service social devraient avoir l'occasion d'enseigner dans des établissements analogues à celui qui les emploie, pour des périodes déterminées dans d'autres pays africains.

La CEA devrait s'efforcer d'obtenir la coopération des gouvernements des Etats membres et les aider à s'assurer le concours d'organisations internationales comme les Nations Unies, le FISE, les institutions spécialisées et autres, en vue de renforcer la coopération interafricaine" (Alexandrie).

30. "Une fonction importante qu'il est recommandé à la CEA d'explorer est celle d'un moyen qui permettrait de tenir les établissements de formation au service social et les services intéressés au courant de l'évolution de leur domaine d'activité à l'échelon de l'Afrique" (Equipe de consultants).

Association pour l'enseignement du service social en Afrique

31. "Le principe de la création d'une association des écoles de service social d'Afrique a été accepté. En vue de l'application de la recommandation s'y rapportant, le Cycle d'études a institué un Comité intérimaire chargé de faire des études en vue de la création d'une telle association, en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique, la Direction des affaires sociales de l'Organisation des Nations Unies, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et d'autres institutions spécialisées et organisations internationales intéressées par la formation au service social" (Alexandrie).

32. "Sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique, des institutions spécialisées et d'autres organismes internationaux, une association régionale des agents ou des instructeurs en service social pourrait se constituer sur le modèle de l'association internationale des écoles de service social à laquelle elle serait affiliée. Cette association définirait les normes de la formation au service social et, par des publications et d'autres moyens, favoriserait la formation au service social et à la gestion du service social en Afrique" (Equipe de consultants).
33. "A la première occasion il faudrait envisager de déterminer les qualifications minimales à exiger d'un assistant social africain. Cette tâche devrait être l'une des premières de l'Association des écoles de service social d'Afrique après sa création" (Alexandrie).

Formation à l'étranger

34. "Le Cycle d'études appuie l'opinion émise par la Mission de consultants selon laquelle il faudrait trouver des moyens pour aider les établissements d'enseignement étrangers à être plus efficaces quant à la formation qu'ils offrent aux étudiants africains et pour aider les pays africains à choisir les établissements appropriés et préparer soigneusement leurs candidats éventuels" (Alexandrie).
35. "La formation supérieure pour les postes d'encadrement (qu'il faut distinguer des postes d'administration), les postes de conception et enfin ceux de l'enseignement, qui sont d'une importance vitale, ne peut pas, à l'heure actuelle, être dispensée de façon satisfaisante en Afrique même. Il faudra avoir recours à la formation à l'étranger pendant encore très longtemps et il serait bon de donner la priorité aux catégories de personnel mentionnées ci-dessus" (Equipe de consultants).